



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL À NANTES JEUDI 7 NOVEMBRE

Notre directeur général était à Nantes jeudi dernier. Lors de sa dernière visite, il nous avait promis une réponse au sujet de la création d'un SIP en Sud-Loire, avant le 31 décembre. C'est ce qui a motivé la présence de **FO** à cette audience. Nous avons donc décidé d'y aller !... seul ou presque, puisque les autres organisations syndicales représentatives ont décidé de ne pas honorer ce rendez-vous !

L'accord de principe pour le SIP du Sud-Loire est acté !

Pour le reste tout (ou presque !) reste à faire. Nous avons attiré l'attention du directeur général, sur les affectations dans ce SIP pour que personne ne soit contraint d'y aller contre son gré. Les syndicats seront associés à la concrétisation de ce projet.

Par contre, nous avons dit à notre directeur, qu'un jour de CT de Réseau (ce qui correspond rappelons-le, au CT de la DGFIP), sur le dialogue social, il était dommageable qu'il n'y soit pas !

Un directeur qui boycotte, c'est du jamais vu

C'était à notre sens, manquer de considération pour les agents de la DGFIP qui en ont pourtant bien besoin eu égard aux conditions de travail actuelles ...*et à venir !* Hé oui nous avons osé ! Ben quoi ! À **FO**, nous ne pratiquons ni la politique de la chaise vide, ni celle de la brosse à reluire ...

Dans un 2nd temps, nous étions conviés à le suivre auprès d'un panel d'agents (*panel choisi on ne sait ni comment, ni par qui !*) à qui il comptait vendre sa démarche stratégique. Là nous avons décliné l'invitation : trinquer à la santé de la destruction du réseau et manger des petits fours, alors que notre budget est réduit à peau de chagrin, faut pas exagérer !!!



SIE : ÇA DÉ PASSE LES BORNES !

Saignées dans les effectifs, restructurations, multitude d'applications (17 par agents), travaux sur des états ou fichiers dématérialisés inexploitable, notes administratives en masse, effet de la crise sur les redevables, nombres d'articles et d'opérations comptables ...

Par une note du 7 octobre 2013, la Direction Générale annonce la mise en place pour le 15 octobre de postes informatiques dédiés dans les accueils des SIE, ainsi que la « nomination » d'agents titulaires et suppléants pour assurer « un accompagnement de l'abaissement de seuil » dans le cadre des téléprocédures relatives aux obligations déclaratives et contributives des redevables professionnels. Cette décision du Directeur Général s'inscrit pleinement dans sa démarche stratégique.

Concernant les usagers ne disposant pas de matériel informatique, les agents vont devoir jouer un rôle d'assistance pour la création d'une boîte mail, aider à la création d'un espace abonné ... Ils vont aussi avoir à faire face à la fréquence mensuelle ou trimestrielle des

EN
GREVE

réceptions pour les télédéclarations, mais aussi pour les télépaiements ...

Alors que le sous effectif dans les SIE, comme dans tous les postes et services de la DGFIP, devient de plus en plus intolérable, les agents de ces postes vont avoir cette nouvelle mission à effectuer. Alors que les budgets des directions territoriales sont toujours plus rognés et que le remplacement des postes informatiques s'espace toujours plus, il faut ici financer les matériels, micro-ordinateurs et imprimantes. Alors que le « ras le bol fiscal » confronte usagers et agents, ces derniers vont devoir intervenir dans le processus d'assiette, mais aussi de recouvrement, en amont des missions qui leurs sont normalement dévolues.

Le problème des frontières de responsabilité est clairement posé.

FO dénonce les conditions de cette mise en œuvre et exige l'annulation immédiate de cette note.

FO revendique l'arrêt des suppressions d'emplois et un recrutement en adéquation aux charges des structures

ÉCOTAXE : LE RÉSEAU DES FINANCES PUBLIQUES PRIS À PARTIE

Le mouvement de rejet de "l'écotaxe poids-lourds" a eu des conséquences sur notre réseau en Bretagne puisque le Centre des Finances Publiques de Paimpol (22) a subi des actes de vandalismes importants dans la nuit du 31 octobre.

Nos camarades douaniers avaient dénoncé, en son temps, la privatisation du recouvrement de cette taxe confiée, dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), à la société Ecomouy, filiale de la société italienne Autostrade. Ce type de privatisation du recouvrement s'apparente beaucoup au système de "ferme générale" existant sous l'Ancien Régime.

Fort de l'expérience passée, qui a trop souvent vu les sites des Finances publiques (trésorerie ou CDI) être pris comme cibles car symboles de l'État, le Syndicat **FO** a demandé au Directeur Général quelles mesures concrètes il comptait mettre en place pour assurer la protection et la sécurité des agents et des locaux.

Dans un climat social fortement marqué par un "ras-le-bol fiscal important", il est à craindre, sur l'ensemble du territoire, des incidents majeurs dans les accueils, en particulier en cette période d'échéances fiscales. Les agents des Finances Publiques ne sont pas responsables de cette situation et ne doivent pas devenir les boucs émissaires de politiques fiscales non mesurées.



SIP DE MONTAUBAN : LES AGENTS DU RECOUVREMENT EN ONT RAS LE BOL !

Les agents du service du recouvrement du SIP de Montauban ont décidé, avec le soutien du Syndicat National, de déposer un préavis de grève pour le 15 novembre prochain afin de manifester contre la disparition d'emplois dans le service, facteur de conséquences brutales sur les conditions de vie des agents.